



**Gabriel Langouët,
*Les inégalités dans
l'Union européenne
et ailleurs. Et si on
osait ?***

Paris : L'Harmattan (2014),
Collection « Education
Comparée », 200 pages,
20 euros.

Compte-rendu par Charles Hadji, Professeur émérite, Université Grenoble

Selon les derniers résultats de l'enquête PISA publiés par l'OCDE en décembre 2013, notre système éducatif apparaît comme un véritable champion des inégalités scolaires. La France est l'un des pays où l'origine familiale et sociale pèse le plus fortement sur la réussite des élèves. Ce sont les mieux dotés socialement qui réussissent le mieux. Mais à qui la faute ? Certains ne pensent-ils pas que l'école est inégalitaire dans ses résultats parce qu'elle serait « égalitariste » dans son fonctionnement ? Faut-il vouloir, ou craindre, l'égalité ? Il est grand temps de mettre un peu de clarté dans cette question, en essayant d'abord de voir quels sont les faits. C'est dire que le dernier ouvrage de Gabriel Langouët, personnalité reconnue des Sciences de l'éducation pour ses travaux consacrés à l'innovation pédagogique et à la démocratisation de l'enseignement, tombe à point nommé.

Les inégalités dans l'Union européenne et ailleurs fait suite à un précédent ouvrage portant sur les inégalités entre Etats et populations de la planète, ouvrage publié chez le même

éditeur, et dont il est le « prolongement » (p. 10). Dans son dernier opus, Langouët a entrepris de faire un état des lieux le plus complet et le plus fiable possible des inégalités dans les 28 Etats qui constituent l'Union européenne, dont l'étude sera conduite en parallèle avec celle de 10 autres Etats constituant un groupe-témoin, en tant qu'« échantillon raisonné » (p. 37) de l'ensemble de ceux de la planète. Le « matériau présentant les meilleures qualités requises » (p. 179) pour permettre cette étude existait sous la forme de l'ensemble de données statistiques élaborées ou rassemblées par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), réunies en particulier dans un rapport publié en 2013. Langouët va nous faire faire une lecture « intelligente » et très stimulante de ces données, « souvent mal connues des Européens eux-mêmes » (p. 181), dont il propose une analyse rigoureuse, précise, toujours très éclairante, et finalement passionnante. Le parcours qu'il nous propose a un double objectif. Le premier est de faire progresser la connaissance, « indispensable, mais encore insuffisante », des principales inégalités qui caractérisent Etats et populations européennes. Le second de montrer que, si l'on veut « favoriser le développement humain » (p. 28), il faut réduire ces inégalités. C'est pourquoi son travail se développe en deux grands temps.

Le premier, portant sur les Etats, est consacré à l'appréhension et à la mise en évidence des inégalités que l'on peut observer entre eux, et qui seront étudiées dans trois grands domaines. En effet, l'indice de développement humain (IDH), mis au point sous l'impulsion du Prix Nobel Amartya Sen, articule trois grandes séries d'indices, concernant l'espérance de vie à la naissance, l'éducation, et les revenus. Les données collectées par le PNUD permettent donc une étude précise des inégalités entre Etats dans ces trois grands domaines. Le premier chapitre est consacré aux inégalités de revenus. La prise en compte du revenu national brut par habitant (RNB/h), qui représente la richesse moyenne d'un habitant de l'Etat concerné, permet de ranger les trois groupes d'Etats observés (UE zone Euro, UE hors zone Euro, groupe témoin) en cinq catégories, des Etats pauvres (ex : Inde, avec un RNB/h de 3468 US\$), aux Etats « extrêmement riches » (ex : Luxembourg, 50557 US\$) ; et de constater que les Etats européens se classent tous dans les trois meilleures catégories. Le chapitre 2 s'intéresse aux inégalités dans le domaine de la vie et de la santé. En prenant en compte 6 indicateurs (espérance de vie à la naissance, espérance de vie ajustée à la santé, vaccinations, mortalité avant 5 ans et avant 60 ans, dépenses publiques de santé), il montre que les Etats européens connaissent une situation assez homogène et « globalement favorable aux populations », surtout en zone Euro (p. 64), et propose un classement des Etats étudiés en 5 catégories selon l'espérance de vie à la naissance (champion d'Europe : l'Italie, 81,9 ans). Le chapitre 3 est consacré aux inégalités dans le domaine de l'éducation. Il analyse la situation des Etats selon 6 indicateurs, dont 2 principaux : durée moyenne de scolarisation (DMS) et durée attendue de scolarisation (DAS) ; et 4 indicateurs complémentaires : taux d'alphabétisation des adultes ; taux bruts de scolarisation ; taux d'encadrement au primaire ; taux de dépenses publiques d'éducation. La prise en compte spécifique de 3 indicateurs (DMS, DAS et niveau actuellement atteint par les jeunes en termes de taux de scolarisation) permet même à l'auteur de proposer un tableau de classement des Etats en fonction d'un indicateur dont il a la paternité : le *niveau global d'éducation (NGE)*.

Le second grand temps est consacré aux populations, qui subissent ces inégalités, et en supportent les effets. Car, au sein des Etats, les inégalités s'organisent « au détriment de leurs propres populations » (p. 186). Le chapitre 4 s'attache au problème du développement humain, et montre quelle peut être l'importance des « pertes » en potentiel de

développement humain subies du fait des inégalités. C'est ici que nous paraît se situer un des apports principaux d'un ouvrage remarquable par sa richesse. Langouët croise d'abord 2 indicateurs (l'espérance de vie, et le NGE qu'il a créé), pour mettre en évidence « la cohérence des classements dans les deux domaines » (p. 105), ce qui renforce la pertinence de l'« IDH non monétaire ». Car, pour appréhender le développement humain, le PNUD a proposé plusieurs indicateurs : l'IDH ; l'IDH non monétaire ; et l'IDH ajusté aux inégalités (IDHI), qui prend en compte les pertes de l'IDH dues aux inégalités frappant ses variables constitutives. Alors que l'IDH apprécie un potentiel de développement (il estime le « développement humain potentiel », p. 113), l'IDHI estime le « développement réel » dans l'Etat considéré, compte tenu des inégalités dont, on peut alors l'affirmer, il souffre ! Le calcul des pertes fait apparaître, au niveau mondial, un « immense gâchis » (p. 119), « près du quart du potentiel de développement (23 % de perte) étant purement et simplement dilapidé ». Le chapitre 5 montre alors une voie possible de progression : lutter contre les inégalités de genre, qu'un indice général (IIG), fondé sur trois séries d'indicateurs (de santé, d'autonomisation, et d'accès au marché de l'emploi) permet d'estimer. De très éclairants tableaux de classements selon les inégalités de genre peuvent alors être établis pour les trois groupes d'Etats de l'étude, montrant que la réduction de ces inégalités est « un problème planétaire majeur » (p. 151), alors même qu'il sera très difficile de lutter contre elles, « parce qu'elles résultent d'habitudes culturelles fortement ancrées » (p. 170). Enfin, le chapitre 6 va montrer les liens qui existent entre revenus, développement et genre (entre les inégalités se manifestant dans ces trois domaines). Tout d'abord en montrant l'importance des pertes de développement humain dues aux inégalités de genre. Puis, grâce à la prise en compte du coefficient G de Gini, en montrant l'importance des inégalités de revenus au sein de chaque Etat, qui fait voir dans celles-ci « l'un des freins majeurs du développement humain » (p. 164). Enfin, en mettant en relation (a) pertes de développement humain et inégalités de revenus, (b) inégalités de revenus et inégalités de genre ; (c) inégalités de genre et pertes de développement humain. Ainsi se dessine une spirale (infernale ?) de l'accumulation des inégalités. D'où la nécessité absolue –on pourrait dire le devoir absolu- de les combattre.

Cet ouvrage est donc, finalement, triplement utile, en venant éclairer trois cercles concentriques de lecteurs, dont il pourra nourrir les travaux et les réflexions.

En premier lieu, à l'évidence, le public de tous ceux (enseignants, chefs d'établissement, étudiants, gestionnaires de l'éducation, élus, parents d'élèves), qui veulent y voir clair dans les questions de démocratisation de l'enseignement, et de réussite éducative, en ayant accès à des faits, et non à des opinions, ou, pire, à des rumeurs. Dans sa chronique publiée par *Le Monde* du jeudi 22 mai, Maryline Baumard a montré tout l'intérêt, pour ce premier public, de ce qu'elle désigne comme une « décapante analyse ». Dans la perspective d'une meilleure connaissance des faits éducatifs, le travail de Langouët nous semble doublement important. En s'inscrivant dans une démarche comparative, il permet une salutaire mise en perspective des chiffres propres à chaque Etat, et rend possible toute une série de comparaisons entre deux, trois, ou quatre situations nationales, comparaison dont l'auteur donne quelques beaux exemples à la fin du chapitre 6. Grâce à l'intérêt des indicateurs retenus, il permet une analyse approfondie de chaque cas national. A l'heure où l'on discute d'économies budgétaires, il ne sera pas indifférent au public français d'apprendre, par exemple, que le taux d'encadrement en primaire est le plus élevé de toute l'Europe (18,7 élèves par professeur des écoles, contre 9,3 en Suède, ou 9,6 en Pologne) ; ou que les dépenses publiques d'éducation, en pourcentage du PIB, s'élèvent à 5,6 en France contre 8,2 au Royaume-Uni, 14,1 à Cuba, mais aussi 4,6 en Allemagne ! Et cela d'autant plus que

Langouët sait écarter les lectures superficielles, en montrant par exemple que, pour apprécier l'effort éducatif réel d'un pays, il faut pondérer les dépenses d'éducation (DPE) en les rapportant au PIB par habitant, ou au RNB/h (pp. 78 et 85).

En deuxième lieu, cet ouvrage passionnera tous ceux qui, économistes, sociologues, philosophes, ou simples citoyens, s'intéressent au problème du développement humain. Pour eux, la discussion sur l'intérêt relatif du Pib et du RNB/h, ou la mise en évidence de la possibilité de calculer un taux de perte de développement humain, par la confrontation entre indice brut et « indice ajusté » de développement humain, présentera un intérêt tout particulier. Le lecteur comprendra comment le mérite des travaux du PNUD est double : avoir élaboré des outils performants pour apprécier le développement ; et avoir fait progresser la réflexion sur la notion même de développement. On passe en effet d'une vision réductivement quantitativiste, fondée sur la prise en compte de la seule croissance, et sur l'impérialisme du PIB, à une vision que l'on pourrait qualifier de « personnaliste », faisant des êtres humains des fins en soi, et non simplement des moyens (p. 121). Ce qui fait retrouver Kant ; ou encore, plus proche de nous, Emmanuel Mounier.

C'est pourquoi aussi, en troisième lieu, en posant précisément la question des fins, ce travail sera précieux pour tout citoyen. En s'interrogeant sur « une vie meilleure » (p. 121), l'analyse sociologique débouche comme naturellement sur un questionnement à double dimension, politique et éthique. Si le problème premier est moins celui du niveau de revenu moyen par habitant, que celui de la répartition des revenus (p. 116), cela soulève la question de savoir ce qui est équitable, et ce que pourrait être une « politique sociale audacieuse » (p. 113), qui ne renie pas l'économie de marché, mais exige qu'elle soit régulée. Si la question des « objectifs » se pose pour les 5 indicateurs d'inégalités de genre, cela soulève la question de savoir ce qui est légitimement souhaitable en matière, par exemple, de taux de fécondité des adolescentes, ou de répartition de sièges parlementaires. La mise en évidence des variations quantitatives des indicateurs retenus soulève la double question des fins (qu'est-ce qui est *mieux*, l'accroissement ou la diminution, et pourquoi ?), et des seuils (qu'est-ce qui est *acceptable*, qu'est-ce qui est *insupportable* ou *intolérable* ?) (cf. pp. 163, 167, 189).

Gabriel Langouët ne se contente pas de poser les questions. Il a le courage d'apporter des réponses, et de trancher. En préférant la progression du développement humain à la croissance du produit intérieur brut (p. 154). En condamnant, à partir de là, l'idéologie néolibérale qui veut faire croire qu'il suffit de produire des richesses pour rendre la vie meilleure. En mettant les personnes humaines au centre de l'ensemble du processus de développement. En prônant « une autre mondialisation » (p. 190). En voulant « remettre l'économie à sa vraie place : au service de l'ensemble des humains, et non l'inverse » (p. 121).

Faut-il donc suivre l'auteur dans le combat qu'il propose pour une réduction des inégalités, en vue de les ramener à un seuil tolérable ? Faut-il « oser », et se lancer dans le projet d'élever le développement humain en abaissant parallèlement les inégalités, notamment de revenus et de genre ? Chacun en jugera. Du moins pourra-t-il le faire en bien meilleure connaissance de cause après avoir lu cet **ouvrage salutaire**, envers lequel nous ne ferons qu'une seule (petite) critique : sans être un « éternel opposant à la quantification » (p. 124), le commun des mortels risque d'être un peu étourdi par la quantité de classements proposés au fil des pages. Mais la force du fil conducteur, la rigueur et la pertinence des analyses, la clarté des tableaux de synthèse et des encadrés, et la limpidité de la langue, font de ce bel ouvrage un opportun et très précieux outil de réflexion, **à mettre sans réserve à portée de toutes les têtes !**